



Dans le dernier numéro du BRIGAND, nous avons eu la chance de connaître le père Mario Serrano, de la Province des Antilles de la Compagnie de Jésus. Il avait surtout attiré notre attention sur les efforts des jésuites de la République dominicaine pour favoriser les bonnes relations entre les deux peuples qui vivent sur l'île d'Hispaniola, les Haïtiens et les Dominicains.

Plus spécifiquement encore, le père Mario nous avait parlé de son engagement personnel mais aussi de celui de ses confrères dans une campagne visant à confirmer la citoyenneté des nombreux Dominicains nés de parents étrangers en sol dominicain. C'est qu'un tribunal constitutionnel avait retiré la nationalité aux citoyens nés de parents étrangers. Dans les faits, il s'agissait d'une injustice évidente – d'ailleurs dénoncée par les instances internationales – vis-à-vis surtout des gens d'origine haïtienne. En effet, de nombreuses Haïtiennes, au cours des décennies, ont accouché en République dominicaine. Refuser la nationalité à ces centaines de milliers de personnes équivalait à en faire des apatrides.

Au moment où nous avons rencontré le père Serrano, on ne connaissait pas encore l'issue de ce problème juridique, un problème de respect des droits humains en fait. Nous savons maintenant que, grâce aux pressions de toutes sortes et en bonne partie grâce à l'engagement sans faille d'instances jésuites de

L'ENGAGEMENT SOCIAL DES JÉSUITES EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

la République dominicaine, le gouvernement du pays a trouvé une solution constitutionnelle qui a pu «redonner leur nationalité» à la plus grande partie de ceux et celles qui avaient été menacés par la décision du tribunal constitutionnel.

Mario Serrano avait tout juste eu le temps d'évoquer ses responsabilités plus étendues dans le champ de l'apostolat social pour son pays. Nous lui avons demandé de nous en dire plus.

Pierre Bélanger: Père Mario, parlez-nous de vos responsabilités, du leadership que vous exercez pour tout ce qui regarde l'apostolat social des jésuites en République dominicaine.

Mario Serrano: C'est un long cheminement qui m'a mené à ces responsabilités. J'avais dirigé notre centre social et d'analyse sociale, à Santo Domingo, le *Centro Bonó*. Il est bon de rappeler la

vision et la mission de cette œuvre jésuite, car on y voit clairement ce qui a fondé l'ensemble de mes engagements et ce qui m'anime encore aujourd'hui.

Le *Centro Bonó* est un espace d'action et de réflexion, une œuvre sociale et éducative de la Compagnie de Jésus. À partir d'une spiritualité inspirée par la foi et la justice, le centre soutient une vision ouverte et œcuménique de la société et du christianisme, cherchant à contribuer à la construction d'une société juste, interculturelle et solidaire, promouvant la dignité des personnes appauvries ou marginalisées en renforçant leur capacité d'agir dans la transformation sociale.

C'est à partir de cette base que j'ai été choisi par le Provincial des jésuites pour animer l'ensemble du secteur social de la Province. À partir de 2009, quand un laïc a pris la direction du *Centro Bonó*, j'ai pu me dédier plus complètement à la coordination de ce



Le Centro Bonó, où l'on pratique l'analyse sociale selon la méthode jésuite.



Manifestations au cours de la campagne en faveur de l'éducation.

secteur apostolique. Au niveau national, cela voulait dire d'aider les directeurs de nos trois centres essentiellement engagés dans le domaine social à collaborer. En plus du *Centro Bonó*, nous avons le CEFASA à Santiago, un « centre de formation et d'action sociale » d'abord créé en vue du renforcement de l'implication des *campesinos* dans leur environnement. Il y a aussi *Solidaridad Fronteriza* (Solidarité frontalière) à Dajabón, au nord du pays, qui traite surtout des droits humains dans cette région frontalière avec Haïti. Nous avons aussi un bureau du *Service jésuite des migrants* à Jimaní, autre ville frontalière plus au sud. Mon rôle est de tenter d'articuler un espace dans lequel les directeurs de centres, les jésuites impliqués dans les questions sociales et notre équipe des communications puissent se rencontrer et s'entendre pour prendre des décisions qui aillent dans le même sens. C'est un rôle d'orientation : je cherche à ce que nous unissions nos efforts pour une meilleure efficacité dans le secteur social.

PB : Décrivez-nous donc plus concrètement les engagements jésuites dans ce secteur.

MS : En tant que Compagnie de Jésus, nous, jésuites, avons choisi d'agir selon trois axes fondamentaux. Premièrement, fortifier le mouvement social en général. Nous donnons de la formation au leadership dans les groupes et asso-

ciations à caractère social partout dans le pays. Renforcer le leadership des Dominicains mais aussi celui des immigrants : c'est fondamental. Je vous avais d'ailleurs parlé de ça quand j'avais présenté notre action auprès des Dominicains d'origine haïtienne ou des immigrants haïtiens qui vivent dans les villes de notre pays.

Cette formation se donne de bien des manières. Un exemple serait ce qu'offre le Service des associations de *Radio Santa María*, à La Vega, une institution dont vos lecteurs ont déjà entendu parler. En effet, la station de radio ne se considère pas seulement comme un diffuseur, mais elle a toujours eu la mission d'être en contact direct avec les gens. Une équipe va rencontrer les paysans et les habitants des quartiers populaires pour les aider à s'organiser et à prendre leur place dans la société. Ainsi donc, des membres de *Radio Santa María* participent aux rencontres du secteur social de notre Province.

Un deuxième axe, qu'on pourrait associer à une forme de lobby, c'est d'encourager le renforcement de l'in-

vestissement de l'État dans le secteur social. C'est une forme de pression sur l'État pour que celui-ci se sente responsable de la croissance au niveau social – et pas seulement de la croissance économique. Nous promouvons l'investissement public dans l'éducation et la santé, dans les services d'eau potable aussi. Dans tout ça, l'investissement de nos gouvernements a été bien faible. Notre pays a connu une croissance au niveau macroéconomique, mais avec un investissement anémique dans le secteur social.

Le meilleur exemple de notre travail à ce niveau a été la lutte que nous avons menée pour que l'État dédie 4% du PIB, le produit intérieur brut, à l'éducation. Nous nous sommes rendu compte que même si la loi oblige l'État à investir au niveau de 4% du PIB, on n'en était qu'à environ 1,5%. En mobilisant beaucoup de monde à partir des groupes qui étaient en lien avec nos centres sociaux, nous avons fait pression pour que le gouvernement soit obligé de suivre la loi. Et nous avons gagné ! La mise en application de cette loi est maintenant en bonne voie de se réaliser puis-



« Et les députés, qui représentent-ils vraiment ? »



Mario Serrano donne une session au personnel de diverses ONG.

que ce niveau d'investissement est maintenant inscrit au budget annuel des dépenses du gouvernement. Il s'agit d'un poste important – comme c'est bien normal – puisqu'il équivaut à 16% du total du budget. Je vous ai apporté des photos de cette campagne mémorable.

Notons au passage qu'une des dimensions de notre travail de recherche, au *Centro Bonó*, c'est d'analyser le budget du gouvernement et de voir quelle proportion est dédiée à chacun des secteurs, ministères ou départements qui ont un rôle social, que ce soit dans l'éducation, la santé, l'eau potable, la sécurité sociale. Nous voulons avoir des données bien solides pour pouvoir discuter avec les autorités sur l'évolution des politiques sociales.

Et j'en viens au troisième axe: les droits humains et les questions migratoires, en particulier dans l'attention que nous avons pour la situation des Haïtiens dans notre pays. Je vous en ai déjà parlé lors de notre dernière rencontre.

En lien avec ces divers axes, peut-être y a-t-il une autre priorité qui se dessine, celle du développement minier, et plus encore celle de la vigilance quant aux activités des compagnies minières... Et vous savez que bon nombre d'entre elles sont canadiennes! D'après ce qu'on commence à com-

prendre, c'est un défi pour nous à cause des dangers environnementaux et même des effets négatifs non seulement dans notre pays mais probablement aussi en Haïti.

PB: Le secteur social couvre un champ bien large de préoccupations, d'objectifs, d'engagements. Comment faites-vous l'unité entre ces différents axes?

MS: Premièrement, la stratégie fondamentale de tout ce que nous faisons, dans ces divers domaines, c'est d'accompagner les gens: ceux qui vivent dans les quartiers populaires, les immigrants et leurs descendants, là où ils se trouvent, ceux qui sont marginalisés parce qu'ils manquent d'outils pour se faire entendre. Ensuite, nous trouvons des chemins où nous pouvons prodiguer cet accompagnement. Deuxièmement, et c'est une suite logique, il nous faut investir dans la recherche afin d'avoir des données bien établies sur la réalité de ce que vivent les citoyens du pays, en particulier les moins nantis. Il faut aussi systématiser ces données pour appuyer ce que nous avançons; dans cette optique, nous avons commencé à publier certains ouvrages. Troisièmement, et je l'ai déjà mentionné, l'unité de notre travail se trouve dans notre engagement à donner de la formation au leadership, faire que les gens puissent prendre en main leur destin.

Nous visons également à avoir exercé une certaine influence sur les politiques publiques qui, elles, ont véritablement un effet sur l'ensemble des citoyens du pays. Ainsi avons-nous été actifs pour inciter le gouvernement à édicter une loi sur la régularisation des immigrants en situation illégale, à investir plus encore dans l'éducation, non seulement par la construction d'écoles mais aussi dans la formation des enseignants en vue d'améliorer la qualité de l'éducation publique. Dans le domaine de la santé, nous insistons pour qu'on ne fasse pas que construire des dispensaires, mais qu'on investisse dans un véritable système de santé publique.

Notre travail n'en est pas un qui soit centré sur les intérêts des jésuites, par exemple, proposer des règlements ou des lois qui favorisent nos institutions, nos écoles, mais plutôt faire des propositions qui puissent appuyer toutes les écoles publiques du pays, en particulier pour les pauvres. C'est ce que nous voulons faire. Et, j'insiste, tout cela nous le faisons avec d'autres acteurs sociaux, nous travaillons en réseau.

PB: On peut d'ailleurs penser que la Compagnie de Jésus ne pourrait arriver seule à tous ces objectifs.

MS: Si on cherchait à faire avancer nos propres intérêts, nous pourrions nous appuyer sur des amis ou des anciens élèves et améliorer certaines choses. Mais ce ne serait pas, à mon avis, dans la ligne de l'évangile.

PB: Vous avez souligné que la République dominicaine avait connu une bonne croissance du point de vue macro-économique, c'est-à-dire au niveau de l'augmentation du produit intérieur brut, des investissements étrangers aussi. J'ai constaté cela au cours des ans. Mais il y a toujours beaucoup de pauvreté. Qu'en est-il en fait?

MS: Notre pays a, en Amérique latine, un des meilleurs indices de développement du PIB; il y a eu des investisse-

ments en infrastructures durables, dans les routes, les édifices publics, c'est indéniable. Mais l'investissement dans le développement humain a été très faible de telle manière que nous sommes une société où, jusqu'à il y a deux ans, on investissait moins de 2% du PIB en éducation, soit parmi les pourcentages les plus bas en Amérique latine. Vous le savez bien, la lutte contre la pauvreté passe partout par le renforcement de l'éducation. Pour ce qui regarde la santé publique, on n'arrive pas à fournir l'eau potable. Là non plus on n'investit pas 2% du PIB. Alors la plus grande partie de la population du pays n'a pas accès à l'eau potable par l'aqueduc; elle doit l'acheter, un coût énorme pour les familles et un gaspillage des ressources. La distribution de l'électricité continue d'être fragile et nous constatons que là-dessus nous sommes parmi les pires élèves en Amérique latine.

De manière plus globale, le niveau des salaires est bien bas: plus de 40% de la population vit dans la pauvreté et 15% dans la pauvreté extrême. On constate donc que la croissance macroéconomique n'arrive pas à changer cette situation, à guérir la société de sa pauvreté. Et puis, il faut dire que les ressources de l'État sont utilisées de manière souvent bien inéquitable. Les fonctionnaires gagnent de très hauts salaires, mais les gens simples ne voient pratiquement jamais leur salaire augmenter.

PB: C'est bien difficile de changer tout ça. Vous cherchez à attirer l'attention d'une partie des dirigeants et du gouvernement pour que le progrès profite à tous. Votre première grande campagne a porté sur le rehaussement du budget de l'éducation nationale. Avez-vous d'autres projets en vue ?

MS: Nous cherchons d'abord à nous assurer que les acquis de notre campagne en faveur de l'éducation soient solides, que les budgets, d'année en année, respectent les objectifs annoncés, les promesses faites par le gou-

vernement. C'est possible qu'au cours de l'année qui vient nous lancions une campagne sur le thème de la santé. On s'aperçoit en effet que, pour les familles pauvres ou modestes, près de 60% des ressources financières sont utilisées dans ce poste budgétaire. Il nous apparaît donc primordial d'avoir un meilleur système de santé publique pour alléger le fardeau des familles.

Il y aurait aussi à s'attaquer à la question de la corruption, un des grands problèmes – une réalité à laquelle bien des pays doivent faire face. On avance que 30% des ressources du pays se perd dans divers mécanismes de corruption. Par exemple, les sénateurs ont décrété qu'une partie du budget du sénat leur soit laissé, à usage discrétionnaire, pour donner des services sociaux dans leur région. Ils se servent de cet argent à toutes sortes de fins qui ne sont pas d'abord dans l'intérêt public. Ils se sont voté aussi des avantages sociaux très favorables, plus élevés que dans bien des pays industrialisés. Dans un pays où le salaire minimum se situe entre 6000 et 10 000 pesos par mois (150 à 250 dollars canadiens, selon le chiffre d'affaires de l'entreprise), ces mêmes sénateurs ont une allocation quotidienne de plus de 1000 dollars. On peut voir là une forme de corruption institutionnalisée. De plus, on constate une impunité facilement

accordée, en particulier dans le monde politique, à ceux qui sont impliqués dans la corruption. Bien entendu, cela fait baisser la confiance des citoyens dans leur système démocratique.

PB: Les possibilités d'engagement pour les œuvres sociales des jésuites ne manquent pas...

MS: Nous ne pouvons tout faire, mais devant ce tableau, nous avons choisi de nous engager d'abord et avant tout dans la formation, la formation politique également, pour les gens des secteurs marginalisés, pour les pauvres. Nous avons aussi des programmes de formation des jeunes dans le domaine sociopolitique. À tous les trois mois, nous réunissons entre 30 et 50 jeunes qui entreprennent ce parcours de formation.

PB: Cette priorité accordée à l'éducation sous diverses formes fait vraiment partie de la tradition jésuite. Merci encore une fois, père Mario, de nous avoir éclairés sur les chemins qu'ont choisis les jésuites de la République dominicaine et leurs collaborateurs pour construire un pays plus habitable pour ceux et celles qui sont souvent oubliés ou marginalisés. Nous y reconnaissons facilement les accents de l'évangile; nous y entendons des échos aux enseignements de Jésus. ■



« Marche pour la dignité » dans un quartier pauvre de Santo Domingo.